



## **Mouvement politique des objecteurs de croissance**

8 rue du Rondia  
1348 Louvain-la-Neuve  
www.objecteursdecroissance.be  
info@objecteursdecroissance.be

Le 5 avril 2020

### **Voilà pourquoi nous ne répondrons pas positivement, hélas, à votre appel à être "Partenaires à la réflexion sur un Green New Deal"**

Chers amis, signataires de l'appel <http://www.greennewdeal.be/>,

Si comme vous nous pensons que les choses ne peuvent pas reprendre là où elles ont été laissées au début de la crise du COVID 19, si comme vous nous pensons (et vous savez tous et toutes que nous le pensons depuis longtemps) que nous devons travailler à un changement de paradigme civilisationnel qui tienne compte et des limites planétaires et des limites humaines, à une transformation donc sans doute très proche de ce que vous appelez « métamorphose », nous ne pouvons pas signer votre appel, pour différentes raisons.

Votre appel comprend beaucoup d'éléments qui, selon notre analyse, renvoient sans distances au vieux paradigme que nous devons absolument laisser derrière nous.

A commencer par l'utilisation des termes même « Green New Deal ». En effet, même maquillé de « green », ceux-ci renvoient automatiquement à un deal économique de grande ampleur et donc, au moment où la récession est annoncée, à une reprise tous azimuts de la croissance, sans discussions approfondies sur les utilités et les inutilités, sur les priorités sanitaires et environnementales, sur les déclinaisons de justice sociale et de solidarités, sur l'autonomie et l'hétéronomie, la globalisation et la relocalisation, l'autosuffisance alimentaire et l'industrie alimentaire, etc., tous thèmes mis en avant par les différents courants de la transition depuis au moins 20 ans. Notamment, parce que, par essence, ils renvoient directement au modèle américain dont on s'accorde pourtant à dire qu'il est un des pires qui existent sur notre planète, tant il conjugue individualisme forcené, injustice sociale et gaspillage écologique.

Ce renvoi culturel est renforcé par les termes utilisés tout autour, tels que « *nous devons oser interroger et dépasser les bornes de notre imaginaire illimité* », ou « *...coaliser les forces entrepreneuriales, syndicales, scientifiques, intellectuelles, associatives et politiques dans un même élan, pour aller de l'avant* » et le renvoi à « *l'attitude moderne issue des Lumières* », à la source, aussi, du rationalisme instrumental et de l'utilitarisme qui nous étrangent aujourd'hui.

Cette référence est d'autant plus dommageable qu'elle occulte également ce que nous sommes en train de vivre. Ce n'est pas une crise que nous vivons aujourd'hui mais bien une succession d'effondrements depuis une trentaine d'année (climat, biodiversité, mais aussi finance en 2008). Succession dont nous savons tous qu'ils ne constituent que le début de ce qui va advenir.

Tout comme le plan Marshall en Europe après 1945, la logique du New Deal était celle d'une relance massive de l'économie par la consommation. Ce n'est pas du tout ce à quoi nous devons travailler aujourd'hui. Les termes choisis sont extrêmement dommageables à la « métamorphose » que nous devons accomplir. A choisir, nous aurions préféré lire une référence aux « Jours heureux », liée à la création de notre sécurité sociale car, avec elle, les imaginaires quittent, en partie au moins, l'économie capitaliste pour s'ouvrir sur une solidarité partagée et construite sur les différentes gratuités dont nous avons tant besoin aujourd'hui et dont nous aurons encore plus besoin demain pour enclencher et soutenir le changement de paradigme. Elle ouvre aussi la réflexion sur les différentes résistances que nous devons accomplir. Les mots que nous utilisons désignent à la fois une trajectoire et une méthode.

Un « Green New Deal » européen décliné et amplifié au niveau de toutes les entités fédérées de la Belgique **ne peut pour nous** aujourd'hui contribuer à résoudre conjointement cette conjonction de crises, avec cohérence et efficacité. Les milliers de milliards d'€ investis dans le sauvetage et puis dans le « Green New Deal », d'où viendront-ils ? Puisque les capitaux sont aujourd'hui aux mains d'une minorité, va-t-on les leur emprunter et les rembourser avec intérêts, les rendant ainsi encore plus maîtres du jeu ? Quid d'une fiscalité enfin plus juste ? Taxation des transactions financières, lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, impôts progressifs, impôt sur la fortune, retour à des droits de succession qui ne favorisent pas la concentration des richesses dans quelques familles... ? Sans changement radical sur ces données, n'est-ce pas, après l'épuisement du corps médical, l'épuisement de tous et toutes que l'on va provoquer ? L'Europe sera-t-elle prête à cela ? Après quelles luttes ?

Malgré la gravité du « momentum » que nous vivons aujourd'hui, apprêtons-nous à nous positionner comme des marathoniens, car l'histoire des crises et des luttes qui nous attendent ne fait que s'enclencher.

Pour le mpOC,

Bernard Legros et Alain Adriaens, porte-paroles

Jean Pierre Wilmotte et Michèle Gilkinet, co-secrétaires généraux